

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 5 novembre 2018

## Contre la vie chère, il faut augmenter les salaires !

Depuis plusieurs semaines, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre. Si cette initiative contre la hausse des taxes sur le carburant trouve un tel écho, c'est pour de bonnes raisons : le gouvernement et le patronat sont à l'offensive pour faire les poches aux travailleurs. Pour ne pas se laisser appauvrir, sans faire le jeu des patrons ou de l'extrême droite, il faut contre-attaquer !

### La colère est légitime

Oui, il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Contre les bas salaires qui n'augmentent pas depuis des années alors que l'inflation repart à la hausse ; contre les petites pensions grevées par la hausse de la CSG ; contre les allocations qui stagnent voire baissent, comme les APL ; contre les loyers élevés ; contre les taxes qui s'accumulent sur le dos des travailleurs et qui finissent en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Le prix du carburant pèse surtout sur les budgets des ménages. Quand on sait que la TVA et autres taxes représentent 60 % de la facture, il y a autant de raisons de s'en prendre au gouvernement qu'aux entreprises du secteur pétrolier qui font des profits record avec la hausse du prix du baril.

### L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Comment le gouvernement justifie-t-il cette augmentation ? L'urgence écologique, dit-il ! La hausse des prix est censée encourager les solutions alternatives à la voiture individuelle, et les taxes devraient financer la transition énergétique. C'est le comble de l'hypocrisie.

Car quelles sont les alternatives à la voiture quand on vit en zone rurale, quand il y a peu de transports en commun ou que les infrastructures délabrées rendent chaque trajet aléatoire ?

Est-ce en taxant les pauvres qu'on va améliorer le réseau de transports collectifs ? Au contraire : le gouvernement (et ses cars Macron !) privilégie la route au ferroviaire qui souffre de sous-investissement chronique.

Les hausses continues des taxes sur les carburants ne sont pas un geste pour la planète mais servent à colmater le budget de l'État amoindri par les cadeaux au patronat. Au bout du compte, ces hausses finissent par enrichir les capitalistes au titre des subventions et autres exonérations fiscales.

Alors oui, il faut préserver l'environnement, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les entreprises qui polluent, les constructeurs automobiles qui truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports gratuits. Ce n'est pas aux travailleurs de rogner sur leurs salaires.

### Sur qui compter pour riposter ?

Aujourd'hui, c'est le patronat du transport qui est à la manœuvre pour faire pression sur le gouvernement en menaçant de bloquer les routes un samedi. Certains patrons bénéficient déjà d'exonérations de taxes sur les carburants. Ils savent, ensemble, faire entendre leurs intérêts propres, bien loin de ceux des salariés.

Du côté des centrales syndicales et de la gauche, on dénonce à juste titre l'instrumentalisation par l'extrême droite de ces appels à bloquer, mais on ne propose pas grand-chose pour contrer les attaques qui se succèdent.

C'est pourtant cette passivité qui ouvre un boulevard à Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont en embuscade pour faire du 17 novembre une opération anti-Macron dans la perspective des prochaines élections. Mais eux ne parlent pas de nos salaires. Ils critiquent seulement les taxes et disent vouloir davantage d'exonérations pour les patrons. Leur démagogie n'a rien à voir avec les intérêts du monde du travail.

### Passer à l'offensive

Depuis longtemps les travailleurs sont sur la défensive. Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Il serait urgent qu'ils prennent l'initiative avec leurs propres revendications : avant tout l'augmentation générale des salaires et des pensions, et l'indexation des salaires sur les prix (dont celui du carburant). Sans croire au miracle de la « baisse des cotisations », qui grève les budgets des comptes sociaux et que les milieux populaires finissent donc par payer. C'est par une mobilisation massive et déterminée que nous ferons reculer le patronat et le gouvernement à son service.

### **PSA gratte sur la presta.**

Depuis plusieurs mois les as de la déco font et défont tout dans la boîte. Toute la boîte ? Non un petit village d'irréductibles salariés résiste encore et toujours à toutes améliorations... mais à leur corps défendant. Aux CY21 et CY19 on regarde les travaux avec envie.

Ça fait des mois que nos collègues prestataires subissent des conditions de travail au rabais (prises réseaux longtemps HS, locaux défraîchis, toilettes insalubres etc...).

Prestataires ou titulaires nous avons droit aux mêmes conditions de travail.

### **PSA fait du gras double**

PSA a pris position sur la prime à la casse voulue par le gouvernement. Le groupe serait prêt à monter jusqu'à 2000 € sous des conditions qui l'avantagent évidemment. Tous les ans PSA cherche à nous faire pleurer dans les chaumières sur ses marges minuscules contenues dans le PRF. Manifestement il reste un peu plus de gras que ce que prétendent les patrons.

### **Débrayage à Rennes**

Mardi 30 octobre, à l'occasion de la visite de Tavares dans l'usine de PSA les salariés de Faurecia ont débrayé à 30 %. Ils voulaient exprimer leur mécontentement d'avoir à travailler le 1<sup>er</sup> novembre.

Entre les samedis travaillés à répétition, les jours fériés, les runs et overtime déclenchés à la dernière minute les raisons d'une explosion ne manquent pas dans les sites de production.

### **Paroles, paroles, paroles ?**

À l'usine Bosch de Rodez, la direction a une drôle de vision du compromis. Le site, sur lequel sont produits des équipements pour moteurs diesels, est engagé dans une transition de sa production. La direction impose l'activité partielle (les salariés pourraient perdre jusqu'à 1500 € par an !) contre la promesse de conserver les emplois. Quand on sait que le site a perdu 700 emplois en 10 ans, on a du mal à les prendre au sérieux. Le 50-50 version Bosch c'est 100 pour la direction, 0 pour les salariés !

### **Brésil : des militaires au gouvernement pour mener la guerre aux travailleurs**

Après sa victoire à l'élection présidentielle, Bolsonaro a commencé à dévoiler son projet

de gouvernement : à la Défense, un général prêt à employer des snipers pour mener une vraie guerre aux favelas ; à l'Éducation, un autre militaire qui souhaite enseigner les bienfaits de la dictature de 1964 à 1985, ainsi que le créationnisme ; un « superministère » de l'Économie et de l'Industrie dirigé par un professeur d'économie, enrichi en spéculant sur les marchés financiers et visé par deux enquêtes pour fraude, de quoi donner du travail à son compère de la Justice, censé lutter contre la corruption !

Répression et idées rétrogrades au service du patronat, pas étonnant que la Bourse de São Paulo batte des records.

### **Comédie de référendum en Nouvelle-Calédonie**

Colonie hier, la Nouvelle-Calédonie l'est toujours aujourd'hui. Les Kanak, population originaire de l'archipel, sont toujours citoyens de seconde zone : salaires inférieurs, taux de chômage à plus de 20 % contre 11 % pour le reste de la population, 90 % des prisonniers...

Le référendum sur l'indépendance tenu dimanche dernier, promis il y a 30 ans après la répression d'une révolte de la population kanak et la mort de 19 indépendantistes en 1988, est une comédie électorale. Le « non », qui l'a emporté à 56 %, est une manière de légitimer la poursuite de la domination coloniale, au nom de la majorité : les Kanak, ne représentant plus que 40 % de la population, ont très largement voté pour l'indépendance de leur pays. Quant à la fin de l'exploitation, des discriminations et du racisme, elle n'est pas à la portée d'un référendum, qui laisserait les mines de nickel, richesse du pays, entre les mains de quelques grandes familles de colons.

Cette comédie référendaire, prévue pour se répéter potentiellement encore deux fois, n'a pour objectif que d'entériner la domination coloniale tout en empêchant la population de prendre le chemin d'une vraie mobilisation sociale.

